

Au Journal officiel du 12 au 18 septembre 2015

Au Journal officiel du 12 au 18 septembre 2015

21/09/2015

Au Journal officiel du 12 au 18 septembre 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 12 septembre 2015 :

- Décret n° 2015-1128 du 10 septembre 2015 relatif au **respect des plafonds nationaux et à la mise en œuvre de la discipline financière dans le cadre de la politique agricole commune - Modification du Code rural et de la pêche maritime.**

Au JO du 13 septembre 2015 :

- **Règlement général de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique du 10 septembre 2015 - Remplace le règlement général du 6 mars 2014 paru au Journal officiel du 12 mars 2014.**

Au JO du 16 septembre 2015 :

- Décret n° 2015-1136 du 14 septembre 2015 relatif au **paiement des impôts recouvrés par voie de rôle - Modification du Code général des impôts ;**

- Décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015 **rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville - Modification du décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 et du décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014 ;**

- Arrêté du 2 septembre 2015 portant **homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.**

Au JO du 17 septembre 2015 :

- Décret n° 2015-1139 du 15 septembre 2015 portant **publication de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc dans le domaine des énergies renouvelables** (ensemble un échange de lettres signées à Rabat les 3 et 13 juin 2011) signé à Paris le 2 juillet 2010 ;

- Décret n° 2015-1145 du 15 septembre 2015 **modifiant le Code de justice administrative** (partie réglementaire) - *Les dispositions du II de l'article 24 sont applicables à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret - Et modification du décret n° 2012-1437 du 21 décembre 2012 ;*

- Décret n° 2015-1149 du 15 septembre 2015 *modifiant le décret n° 48-1881 du 10 décembre 1948* déterminant les **prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel.**

Au JO du 18 septembre 2015 :

· Décret n° 2015-1152 du 16 septembre 2015 relatif aux **conditions et modalités d'exercice des biologistes médicaux et portant création de la Commission nationale de biologie médicale** - *Modification du Code de la santé publique, du Code de l'éducation et de textes non codifiés* ;

· Décret n° 2015-1153 du 16 septembre 2015 relatif à la **prorogation des agréments accordés à certains organismes et établissements publics et des conventions conclues avec ceux-ci pour assurer la formation des conseillers prud'hommes** ;

· Décret n° 2015-1154 du 16 septembre 2015 *modifiant l'annexe du décret n° 84-38 du 18 janvier 1984* fixant la liste des établissements publics de l'État à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;

· Décret n° 2015-1155 du 17 septembre 2015 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (demandes présentées par les ayants droit ou ayants cause d'agents publics territoriaux ; demandes s'inscrivant dans des procédures d'accès à un emploi public territorial) ;

· Arrête du 11 août 2015 *modifiant l'arrêté du 19 février 2010* portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel permettant la transmission, par voie électronique, des éléments déclaratifs prévus aux articles 87, 87 A, 88, 89, 89 A, 224 à 230 G, 235 ter C à 235 ter KH, 240, 241, 242 ter, 1599 quinquies A, 1649 bis, 1649 A bis, 1678 quinquies et 1679 bis du Code général des impôts et L. 98 B, premier alinéa, du Livre des procédures fiscales ;

· Et arrêté du 8 septembre 2015 portant création par la direction générale des finances publiques d'un **traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la gestion et au suivi des dossiers d'entreprises en difficulté traités par la commission des chefs de services financiers et des représentants des organismes de sécurité sociale et de l'assurance chômage dénommé « CCSF »** ;

Et arrêté du 8 septembre 2015 *modifiant l'arrêté du 14 mai 1991* régissant le **traitement informatisé du crédit d'impôt recherche à la direction générale des impôts** ;

· Arrêté du 8 septembre 2015 portant création par la direction générale des finances publiques d'un **traitement des déclarations rectificatives concernant la mise en conformité des avoirs non déclarés détenus à l'étranger** ;

· Arrêté du 8 septembre 2015 portant application du décret n° 2015-146 du 10 février 2015 relatif à la **dématérialisation des échanges avec les juridictions financières**.

La Rédaction Législation